Le Rwanda veut tirer profit de la production de cannabis à usage thérapeutique

@rib News,Â 15/10/2020Â â€“ Source AFP Le gouvernement rwandais a autorisÃ© la production sur son sol de cannabis Ã usage thÃ©rapeutique destinÃ© exclusivement Ã lâ€™export, prÃ©cisant mercredi que cette autorisation ne remettait pas en c lâ€™interdiction dâ€™en consommer dans le pays.
 Â«Â Le Rwanda va commencer Ã recevoir des candidatures pour des licences de la part dâ€™investisseurs intÃ©ressÃ©s pa cette culture thÃ©rapeutique Ã haute valeur ajoutÃ©eÂ Â», indique le gouvernement dans son communiquÃ©. Â«Â Ce cadre spÃ©cifique dâ€™investissement nâ€™affecte en rien le statut lÃ©gal de la consommation de cannabis dans le pays, qui deme interditeÂ Â», ajoute le communiquÃ©. Dâ€™aprÃ¨s le Conseil rwandais du dÃ©veloppement (RDB), plusieurs sociÃ©tÃ©s ont leur offre pour dÃ©buter une production locale qui permettrait Ã Kigali dâ€™accÃ©der au juteux marchÃ© du cannabis thÃ©rapeutique. Â«Â Nous avons des investisseurs intÃ©ressÃ©s avec lesquels nous allons travailler dans les jours qui viennent, Ã prÃ©sent que les directives sont en placeÂ Â», a dÃ©clarÃ© la prÃ©sidente du RDB, Clare Akamanzi, Ã la radio-tÃ©lÃ©vision publique. Â«Â Les Etats-Unis, le Canada et lâ€™Union europÃ©enne (UE) sont dâ€™importants marchÃ©s qui a ces produitsÂ Â», a-t-elle poursuivi. Les autoritÃ©s nâ€™ont pas encore prÃ©cisÃ© quand la production serait susceptible de dÃ©marrer, ni dans quelles rÃ©gions du pays, dont lâ€™agriculture est le premier employeur. Mme Akamanzi a ajoutÃ© que le sociÃ©tÃ©s sous licence devront Â«Â prÃ©senter un trÃ¨s solide programme de sÃ©curitÃ© qui devra Ãªtre validÃ© par nos se sÃ©curitÃ©Â Â». Â«Â Il y a aura des mesures fortes comme des camÃ©ras de vidÃ©osurveillance, des miradors, de lâ€™Ã©c public et du gardiennage pour sâ€™assurer que les rÃ©coltes ne quittent pas lâ€™exploitation pour se retrouver sur le marchÃ© localÂ Â», a-t-elle prÃ©cisÃ©. La consommation du cannabis est interdite au Rwanda et les contrevenants sont passibles de deux ans de prison. Les vendeurs encourent 20 ans de prison et mÃªme dans certains cas, la prison Ã vie.